



ICCAFFE
2011

**CHANGEMENT CLIMATIQUE, AGRICULTURE
ALIMENTATION, PÊCHE ET ÉCOSYSTÈMES**

**Réinventer la recherche, l'innovation et la
politique pour une croissance écologiquement
et socialement équilibrée**

19-21 mai 2011, Agadir

ORGANISATEURS

- Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales, Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc
- Centre Nord-Sud de Recherches en Sciences Sociales (NRCS), Maroc
- Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Allemagne

PARTENAIRES

- Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France
- Compassion in World Farming, Royaume Uni
- Banque Mondiale
- Ministère de l'Agriculture et de la Pêche Maritime, Maroc



COMITÉ SCIENTIFIQUE

Président

Dr. Sidney Draggan	Conseiller de la Politique Scientifique, Conseil National de Science et de l'Environnement et Coalition de l'Information Environnementale, États-Unis d'Amérique
Dr. Lahoussine Aboudrar	Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales d'Agadir
Dr. Catherine Maia	l'Université de Bourgogne, France & Institut de hautes études internationales et du développement (IHEID), Suisse
Dr. Charles Nhemachena	Conseil Scientifique de la Recherche Industrielle (CSIR), Afrique du Sud
Dr. Geneviève Parent	Université Laval, Canada
Dr. Gerald K. Sims	Service de Recherche Agricole, Département Américain de l'Agriculture, États-Unis d'Amérique
Dr. Guy Nouatin	Université de Parakou, Benin
Dr. Ijaz Rasool Noorka	Faculté d'Agriculture, Université de Sargodha, Sargodha, Pakistan
Dr. Ingrid Hartmann	Université Humboldt de Berlin, Faculté d'Agriculture, Allemagne
Dr. Jennifer L. Lanier	Société Mondiale de la Protection des Animaux, Royaume Uni
Dr. Josiane Stoessel-Ritz	Université de Haute-Alsace, GSPE, France
Dr. Joyce D'Silva	Compassion In World Farming, Royaume Uni
Dr. Kiyotada Hayashi	Centre National de Recherche Agricole, Japan
Dr. Luis Tito de Morais	Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France
Dr. Marie Bonnin	Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France
Dr. Nira Ramachandran	Earth Care Foundation, Inde
Dr. Phillip Bennion	Home Grown Cereals Authority-HGCA, UK
Dr. Olaf Pollmann	Faculté des Sciences Environnementales et de Développement, Université du Nord-Ouest, Afrique du Sud
Dr. Samira Omar Asem	Division des Sciences de l'Alimentation et des Ressources Marines, Kuwait
Dr. Sanni Yaya	Université d'Ottawa, Canada
Dr. Shabbir A. Shahid	Centre International de l'Agriculture Biosaline, Émirats Arabes Unis (EAU)
Dr. Mohamed Boudjelal	GlaxoSmithKline, Royaume Uni
Dr. Fatima Arib	Université Cadi Ayyad, Maroc
Dr. Halima Benbouza	Directrice du Centre National de Recherches en Biotechnologie, Constantine, Algérie
Dr. Meriem Kaid Harche	Département de Biotechnologie, Faculté des Sciences, Université des Sciences et Technologie d'Oran, Algérie
Dr. Amna F. Ahmad JRRAR	Département de Chimie, Université of Cambridge, UK
Souad Rouabah	Division des Sciences écologiques et de la terre-UNESCO, France

COMITÉ ORGANISATEUR

Président

Dr. Mohamed Behnassi
Dr. Lahoussine Aboudrar
Mr. Mohamed Boussaid
Ms. Julia Olivier
Dr. Henri Guillaume
Dr. Marie Bonnin
Dr. Hassan Assakti
Dr. Driss Bouzaffour
Dr. Shabbir A. Shahid
Dr. Joyce D'Silva
Mr. Arno Deuker

Professeur, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales d'Agadir et Directeur du NRCS, Maroc
Doyen de la Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales d'Agadir, Maroc
Expert, Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Maroc
Experte, Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ), Germany
Directeur de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) au Maroc, France
Chercheure, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), France
Professeur, Faculté des Sciences Juridiques, Économiques et Sociales d'Agadir, Maroc

Chercheur, Centre International de l'Agriculture Biosaline, Émirats Arabes Unies
Ambassadrice, Compassion in World Farming, United Kingdom
Chaire de l'Agriculture Organique, Université Justus-Liebig, Allemagne

COMITÉ TECHNIQUE

Sanaa Mahla
Mohammad El Haik
Asma Alahian
Kholoud Kahime
Mariam Ouboual

Étudiantes, Université Ibn Zohr d'Agadir, Maroc

I. CONTEXTE GLOBAL DU CONGRÈS

1. Conférence de Copenhague sur le climat: Déception et résultats insatisfaisants

Le changement climatique constitue un thème particulièrement important sur les plans écologique, économique et géopolitique au XXI^e siècle. Il pourrait même être à l'origine de la réécriture de l'équation globale de la prospérité, du développement et de la paix, a déclaré Ban Ki-moon, le Secrétaire général des Nations Unies, juste avant la Conférence de Copenhague sur le Changement climatique en Décembre 2009. Les résultats insatisfaisants de ce Sommet prometteur ont entraîné un sentiment de déception dans le monde entier. La grande déception a résulté de l'échec de la Conférence d'arriver à une entente ayant force d'obligation pour faire face au changement climatique, surtout que les 191 pays, y compris un nombre sans précédent de chefs d'État, s'étaient réunis pour définir des objectifs à long terme par rapport au changement climatique et des cibles communes de réduction des émissions. L'ère post-Copenhague appelle donc à la réinvention des approches et des pratiques en matière de recherche, d'innovation et de politique. La Conférence d'Agadir sera une occasion propice pour stimuler le débat et les initiatives dans ce sens.

2. Crise alimentaire et fragilité de la gouvernance mondiale de la sécurité alimentaire

La crise alimentaire, qui continue de secouer la communauté mondiale, a mis en évidence la fragilité de la sécurité alimentaire mondiale, la gravité des conséquences de la faim et l'inefficacité des différentes politiques et programmes visant à assurer la sécurité alimentaire durable. Les crises économiques ont mis aussi en évidence à la fois la nécessité urgente et le potentiel pour le développement d'un système agro-alimentaire durable. Plus d'un milliard de personnes, soit un sur six dans le monde, n'ont pas accès à une nourriture adéquate et suffisante aujourd'hui. En 2050, il est prévu que la population mondiale atteigne 9,2 milliards, et la demande pour les produits agricoles devrait doubler. Dans les années à venir, les systèmes agro-alimentaires devront faire face à des contraintes croissantes liées à la rareté des ressources et au changement climatique, augmentant ainsi le risque de déficit de production. Bien que des progrès substantiels puissent être réalisés grâce à l'amélioration des technologies, des politiques, des infrastructures et des investissements, il faudra un niveau exceptionnel de collaboration entre les intervenants dans la chaîne de production agricole, et, notamment, entre les agriculteurs, les consommateurs, les gouvernements, les entreprises, la société civile et les organisations multilatérales.

En outre, l'élimination de la faim dans le monde apparaît essentielle non seulement pour des raisons éthiques et humanitaires, mais également pour ses implications sociétales. Elle apparaît effectivement comme une condition préalable au développement économique et social. Des événements récents ont aussi montré que la sécurité alimentaire était une condition nécessaire pour la paix et la sécurité mondiale. Malheureusement, malgré tous les engagements internationaux, les derniers chiffres sur la faim dans le monde et la malnutrition font apparaître que la situation actuelle est encore plus préoccupante que jamais. Et malgré les difficultés financières rencontrées par de nombreux pays concernés, les investissements agricoles et les filets de sécurité demeurent les éléments clés d'une riposte efficace contre l'insécurité alimentaire. Cependant, l'augmentation de la malnutrition, même avant les dernières crises alimentaire et économique, suggère que les solutions actuelles sont insuffisantes et que le droit à l'alimentation lié à la souveraineté alimentaire a un rôle important à jouer dans l'éradication de l'insécurité alimentaire.

3. Appauvrissement de la biodiversité marine mondiale: Implications en termes de sécurité alimentaire et de services écosystémiques

La mer couvre plus des deux tiers du globe et revêt une importance cruciale pour la diversité biologique, les activités commerciales (telles que la pêche et le tourisme), en plus de son rôle dans la régulation du climat. Malgré son importance cruciale pour la survie de l'Humanité en termes de sécurité alimentaire et de fourniture de services écosystémiques, les écosystèmes marins, la biodiversité marine mondiale et les stocks de poissons sont en danger à cause de la surexploitation, de la dégradation environnementale et des impacts du changement climatique d'origine anthropique. Pour inverser cette tendance, le Plan d'action issu du Sommet de Johannesburg avait déjà appelé à la création d'aires marines protégées. Cependant, l'ampleur de la surpêche et de la pollution est souvent négligée dans les relations

internationales, compte tenu des réclamations concurrentes de la déforestation, de la désertification, de l'exploitation des ressources énergétiques et d'autres causes d'appauvrissement de la biodiversité. La croissance rapide de la demande en poisson et en produits de la mer conduit en permanence à des prix de plus en plus élevés. De plus, les investissements dans le domaine de la pêche sont devenus de plus en plus attrayants pour les entrepreneurs et les gouvernements. Ceci se fait au détriment de la pêche artisanale, des communautés de pêcheurs du monde entier et de la biodiversité des écosystèmes marins.

4. Changement climatique, biodiversité végétale et écosystèmes forestiers

La perte de biodiversité s'accélère actuellement en dépit d'une convention mondiale engageant les gouvernements à enrayer son déclin. De nombreux experts affirment que le rythme de disparition des espèces et des habitats est de plus en plus élevé et qu'il est urgent de renforcer la recherche qui aide scientifiques et décideurs à mieux lutter contre ce phénomène. Consciente du défi, l'ONU a déclaré 2010 « Année internationale de la biodiversité (AIB) ». Tout au long de l'année, des initiatives seront organisées pour diffuser l'information, promouvoir la protection de la biodiversité et encourager toutes les parties concernées à prendre des mesures concrètes pour réduire la perte constante de la diversité biologique dans le monde entier.

Le lien entre les défis relatifs au changement climatique et ceux relatifs à la perte de biodiversité est désormais avéré. Le changement climatique sera un facteur important de l'érosion génétique dans l'avenir, menaçant à la fois la survie des espèces individuelles et perturbant l'interaction entre les différents éléments de la biodiversité et les systèmes agro-alimentaires. Or les écosystèmes fournissent des "services" - tels que la pollinisation, la fertilité des sols et la lutte biologique contre les plantes et les maladies des animaux - qui sont essentiels pour la production alimentaire. Les petits agriculteurs seront durement affectés par la modification desdits services. Cette perte irréversible de la biodiversité pourrait avoir des répercussions graves sur la sécurité alimentaire mondiale. Par conséquent, la conservation de la biodiversité pourrait contribuer à la sécurité alimentaire tout en aidant à l'adaptation de l'agriculture au changement climatique. Pour ceci, des efforts coordonnés doivent être entrepris au niveau national et international.

En outre, l'écosystème forestier est actuellement considéré comme un facteur clé pour le bien-être en milieu rural (en particulier pour les populations rurales qui dépendent des services des écosystèmes forestiers) et l'atténuation du changement climatique. Comme les forêts permettent d'importantes concentrations de carbone, la déforestation et la dégradation des forêts sont aussi un facteur contribuant à l'accélération du processus de changement climatique. La capacité des forêts à stocker le carbone ne dépend pas seulement de la quantité, mais aussi de la qualité du couvert végétal: cette capacité est de 25 à 50 fois plus élevée pour une forêt naturelle par rapport à une monoculture. Le changement climatique lui-même exerce des pressions supplémentaires sur les écosystèmes forestiers: dans ce sens, la région méditerranéenne est considérée comme l'une des zones les plus vulnérables (par exemple, le Maroc a perdu entre 1960 et 2007 une moyenne annuelle de 0,05 pour cent de la superficie forestière totale en raison des incendies).

En termes généraux, la conservation de la biodiversité terrestre, aquatique et marine et la restauration des écosystèmes dégradés est une exigence pour la réalisation des objectifs globaux de la Convention sur la diversité biologique et de la Convention des Nations-Unies sur le changement climatique, parce que les écosystèmes jouent un rôle clé dans le cycle mondial du carbone et l'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, ces écosystèmes offrent un large éventail de services écosystémiques qui sont essentiels pour le bien-être et la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

II. À propos de ICCAFFE2011

Objectifs

Après le succès du Congrès International 2009 « L'Intégration de l'Agriculture durable, du Développement Rural et des Écosystèmes au Défi des Crises Alimentaire, Climatique et Énergétique Mondiales », qui a eu lieu à Agadir en novembre 2009, cette deuxième édition a pour objectif de permettre le débat dans le contexte des thématiques présentées ci-dessous en prenant en compte les avancées récentes.

ICCAFFE2011 est l'un des rares forums mondiaux à mettre l'accent sur le climat, l'agriculture, la sécurité alimentaire, la pêche et les écosystèmes selon une approche interdisciplinaire et une perspective Nord-Sud. Il vise à réunir des participants originaires de différentes contrées pour partager les résultats de leurs recherches et expériences pertinentes; contribuer à la conception des agendas de la recherche et de la décision de demain ; et explorer les possibilités de réseau en relation avec les thématiques retenues. Les participants aborderont également les lacunes des connaissances actuelles ; présenteront les résultats des initiatives de recherche aux décideurs; apporteront une contribution significative à la construction des futurs possibles et les priorités inhérentes, et exploreront la voie à suivre dans un monde où les défis sont de plus en plus visibles et les actions correctives de plus en plus requises.

Public cible

Le Congrès s'adresse aux chercheurs et les experts des institutions des pays du Nord et du Sud et issus d'un large éventail de disciplines dont les sciences sociales, l'écologie, la météorologie, l'agronomie, sciences de l'ingénieur, sciences de la mer, etc. Le but étant d'enrichir et d'élargir les échanges scientifiques de manière interdisciplinaire. Le deuxième groupe cible prioritaire du Congrès est composé des décideurs. Les parties prenantes de tous les domaines pertinents en fonction des thèmes du Congrès (notamment les ministères et autres institutions nationales et territoriales, les organisations professionnelles, institutions de développement et les ONG) seront étroitement impliquées dans les débats. L'échange et l'interaction entre les deux sphères d'acteurs (recherche/expertise) sont au cœur des objectifs du présent Congrès.

Puisqu'il est temps d'agir pour s'attaquer d'urgence aux défis actuels (tels que le changement climatique, l'insécurité alimentaire, l'épuisement des ressources naturelles), le Comité organisateur invite les décideurs aux niveaux nationaux et international à prendre activement part aux travaux du Congrès. L'objectif principal étant de créer des ponts solides entre la recherche-expertise et la décision. Dans ce sens, le Comité organisateur organisera La « Journée d'interaction recherche-politique » pour favoriser l'échange et l'interaction entre deux catégories d'acteurs concernés (chercheurs et décideurs), déjà au cœur des objectifs de l'ICCAFFE2011. En organisant cette Journée, et en réunissant chercheurs, experts, ministères, organisations professionnelles et de développement, ONG, services de conseil, le Congrès vise à renforcer la collaboration entre les sphères scientifique et politique. À cette fin, les décideurs profiteront, entre autres, d'un accès gratuit aux documents et sessions du Congrès. Pour plus d'informations, visitez la page suivante :

<http://nrscs.webnode.com/scientific-events/iccaffe2011/french-version/journee-dinteraction-recherche-politique/>

III. PRINCIPAUX THÈMES

1. Changement climatique, sécurité alimentaire et agriculture

Les projections montrent que la production alimentaire mondiale sera l'une des activités humaines les plus affectées par le changement climatique. Elles indiquent que la croissance de la production alimentaire globale et celle de la population mondiale pendant les prochaines décennies pourraient être déséquilibrées. Le changement climatique pourrait aggraver les disparités régionales en réduisant le rendement des récoltes dans les terres situées aux latitudes inférieures où beaucoup de pays en développement sont situés.

Des stratégies pour permettre l'adaptation des capacités locales sont nécessaires afin de minimiser les impacts du climat et maintenir une stabilité régionale de la

production alimentaire.

Dans le même temps, l'agriculture apparaît comme un secteur qui offre différentes opportunités pour atténuer les émissions de gaz à effet de serre qui sont directement liés à la production agricole.

Selon le GIEC, des milliards de personnes devront s'attendre à faire face à des variations de la configuration des pluies dans les prochaines décennies, en particulier dans les pays en développement. Cela aura pour conséquence d'importantes pénuries d'eau ou inondations. La hausse des températures engendrera pour sa part un décalage des saisons de croissance des cultures. En conséquence, on assistera à une aggravation de la pénurie en nourriture et une distribution des vecteurs de maladies, et les populations seront à leur tour exposées à de plus grands risques sanitaires.

Il ne suffirait que d'un seul désastre affectant le climat, l'eau, ou la météo, pour réduire à néant des années de gains en développement économique. De plus, les changements climatiques auront pour résultat une augmentation de l'insécurité alimentaire, plus particulièrement pour les personnes disposant de peu de ressources dans les pays en développement, et qui ne peuvent subvenir à leurs besoins alimentaires par l'intermédiaire du marché, qui est hors de leur portée. Par conséquent, les communautés doivent absolument se prémunir face à la possibilité des crises alimentaires, par une utilisation judicieuse de leurs ressources afin de préserver leurs moyens de subsistance et leurs biens. Il est donc impératif d'identifier et d'institutionnaliser des mécanismes qui permettent aux plus démunis d'être mieux armés face aux impacts du changement climatique. Ceci implique une approche participative et une réponse aux problématiques issues de l'interaction entre la sécurité alimentaire, le changement climatique, ainsi que l'agriculture et le développement durable.

2. L'adaptation au changement climatique dans une perspective agro-alimentaire

Tous les systèmes sociaux et environnementaux qui sont sensibles au climat, incluant l'agriculture, les réserves en eau (l'eau est en train de devenir le nouveau pétrole et l'agriculture est l'un des domaines clés dans lequel cette ressource importante est inégalement répartie), la foresterie, la santé humaine, les habitations en zones côtières, et les écosystèmes naturels, devront tous s'adapter au climat changeant, sous peine de souffrir des effets négatifs du changement climatique. Cependant, il faut s'attendre à ce qu'il y ait un certain degré de changement climatique avec ou sans la mise en place de sévères mesures environnementales.

L'adaptation au changement climatique va donc devenir une nécessité dans certaines régions et pour certains systèmes socioéconomiques et environnementaux. Les mesures d'adaptation peuvent grandement varier : on peut par exemple investir dans une protection contre les inondations, varier le type de graines que l'on plante, investir dans des systèmes d'avertissements météorologiques, etc. Ces interventions doivent être entreprises par les producteurs, les industries, ainsi que par les décideurs, sous peine de ne pas produire les résultats escomptés. Néanmoins, l'adaptation risque de ne pas être suffisante pour faire face à l'amplitude croissante de certains effets prévus du changements climatique, surtout à long terme. Ainsi, il faudra miser sur une combinaison de l'atténuation du changement climatique couplée à une adaptation à ce dernier.

Le changement climatique représente autant un risque qu'une opportunité pour les producteurs. Il y a de fortes chances qu'il contribue à la réduction de l'activité agricole, mettant à risque le rendement des cultures et la qualité des graines dans bon nombre de régions, menant ainsi à une instabilité économique et sociale. Dans beaucoup de pays, les fermiers prennent déjà des mesures afin d'y faire face, mais son amplitude et la complexité de certains événements soudains qui lui sont liés (tempêtes violentes, changements dans la configuration des pluies, arrivée de nouvelles vermines et maladies), mettent à rude épreuve leur capacité d'adaptation. Les activités d'adaptation relatives à la gestion des terres cultivées peuvent simultanément démontrer des résultats mitigés, comme les cultures et les activités fermières par rotation et plus diversifiées. La gestion des terres cultivées et des pâturages a aujourd'hui le plus haut potentiel d'atténuation biophysique global de l'agriculture.

3. L'innovation pour faire face aux défis posés par le changement climatique

Dans ce scénario complexe et dynamique, où les niveaux de croissance de la population et ceux de la demande alimentaire doivent être considérés comme un aspect crucial, un cadre politique qui stimule et protège convenablement tout en récompensant l'investissement dans la recherche, l'innovation et la technologie, est essentiel et doit permettre de relever avec succès les défis posés par le changement climatique.

L'innovation jouera un rôle essentiel dans la réduction des émissions et l'adaptation au changement climatique par rapport à l'agriculture. Les technologies, les pratiques de gestion et les approches d'accroissement de rendement peuvent apporter une contribution substantielle à la préservation de l'environnement en réduisant les demandes pour les terrains non cultivés. L'innovation et la diffusion des technologies innovatrices exigent, notamment, des marchés libres et un cadre de normalisation permettant la protection pertinente des droits de propriété intellectuelle.

4. Agriculture durable et renforcement des capacités

L'agriculture durable répond simultanément aux objectifs environnementaux, économiques et sociaux. La durabilité économique requiert des entreprises profitables et une planification financière intégrée. La durabilité sociale requiert pour sa part une circulation d'argent au sein de l'économie locale, et le maintien ou l'amélioration de la qualité de vie pour la famille des producteurs agricoles. La durabilité environnementale nécessite finalement que les quatre processus des écosystèmes soient en bon état (circulation d'énergie, cycle de l'eau et des minéraux, ainsi qu'une dynamique viable). Chaque décision peut faire une différence et contribuer à l'avancement du système dans sa totalité, au sein du « continuum de l'agriculture durable ».

Dans cette perspective, le renforcement des capacités revêt une importance toute particulière, et devrait être intégré de manière systématique à tous les niveaux de production. Néanmoins, dans les pays pour lesquels l'agriculture représente le secteur dominant, ce renforcement systématique des capacités de production devrait aller de pair avec un renforcement des capacités en science et en ce qui a trait à la technologie dans le secteur agricole, afin d'arriver à des résultats tangibles, surtout dans les domaines considérés comme prioritaires.

Le processus du renforcement des capacités doit être accompagné d'une amélioration à l'accès à l'information, comme; l'information agronomique, les mises à jour des prix et de la météo, afin de donner aux fermiers la possibilité d'utiliser leurs connaissances et de maximiser leur productivité. Dans la mesure où les dommages environnementaux peuvent être causés par une utilisation déséquilibrée et irresponsable des engrais, de l'eau, des agents fertilisants, ainsi que par une utilisation excessive des nutriments, il est d'une extrême importance que l'on inculque aux producteurs agricoles de saines mesures de gestion d'agro-écosystèmes, par le truchement de programmes intégrés de renforcement des capacités qui seront plus à même de favoriser une agriculture durable.

5. Le lien entre les biocarburants et le changement climatique, l'agriculture et la sécurité alimentaire

L'agriculture fait à la fois partie de la cause et de la solution au changement climatique. Les changements d'affectation des terres et l'agriculture contribuent à près d'un tiers des émissions de gaz à effet de serre, mais ils présentent également l'opportunité de réduire le dioxyde de carbone par les mécanismes de séquestration du carbone, et permettent également la production de biocarburants. L'expansion de la production agricole de sources d'énergie présente des implications vastes et complexes. La production de biocarburants renforce le lien entre l'énergie et les secteurs agricoles, en interagissant avec la sphère politique, le niveau social, économique, et environnemental. Elle a également un impact sur les ménages, les entreprises, et le secteur privé. Par conséquent, l'optimisation de la production de biocarburants en terres marginales pour garantir la production alimentaire, pourrait être envisagée comme l'une des solutions possibles au changement climatique.

6. La biodiversité marine et la gestion des pêcheries selon une approche écosystémique

Les ressources marines diminuent dangereusement en raison de différents facteurs, dont les pêches excessives, la pollution et le réchauffement global. Cette

raréfaction de la ressource est particulièrement préoccupante dans les pays du sud, où le poisson constitue une source de revenu pour des millions de personnes, et apparaît comme étant d'importance majeure en termes de sécurité alimentaire.

Bien que les océans aient été considérés inépuisables pendant le siècle dernier, beaucoup de signes montrent désormais le déclin des ressources halieutiques. Localement comme globalement, la conclusion paraît identique : les activités de pêche semblent avoir atteint leur potentiel maximum.

Dans ce contexte, la recherche scientifique a un rôle essentiel à jouer, notamment du fait des lacunes persistantes sur cette thématique, car la concentration des efforts de recherche sur le fonctionnement des écosystèmes marins reste récente. Les activités de pêche ont un impact certain sur la protection des espèces marines et plus globalement sur les écosystèmes marins dans leur intégralité.

Il y a désormais un besoin urgent de techniques de gestion qui prennent en compte les impacts des pêches sur l'écosystème dans sa globalité. Les pratiques actuelles trop souvent basées sur les politiques à court terme retiennent des arguments liés au profit économique et s'attachent peu à la durabilité des ressources marines et des écosystèmes.

7. Remise en question du système agro-alimentaire dans le contexte du changement climatique

La majorité d'habitants de la planète vit dans une seule unité de logement et n'achète pas régulièrement de grandes quantités de métaux, de bois ou de plastique. Néanmoins c'est par ce biais de l'alimentation, et plus précisément par la circulation globale des aliments qu'est déterminée en grande partie la manière dont les ressources planétaires sont utilisées. Les interactions multiples entre l'agriculture, la nourriture et les écosystèmes deviennent de plus en plus évidentes. Par exemple, la consommation croissante de viande par les êtres humains devient une préoccupation de plus en plus importante, les populations d'animaux d'élevage augmentent à un rythme plus élevé que celui des populations humaines - avec des conséquences importantes en terme de réchauffement climatique. Le bétail contribue aujourd'hui à 18 % du réchauffement climatique, ce qui représente une part probablement plus importante que celle du transport. De surcroît, le bétail est considéré comme le principal responsable du défrichement et de la perte de la diversité.

8. Bien-être animal, production et consommation durables

La production animale est d'une importance vitale pour le développement rural. Le bien-être animal peut aider les agriculteurs à obtenir un meilleur retour sur leur investissement. Cependant, l'élevage est également considéré comme responsable à hauteur de 18% des émissions de gaz à effet de serre (GES). Retenir un nombre important d'animaux dans un espace limité, peu importe la méthode, peut conduire au surpâturage, à la désertification et à la pollution environnementale. Il aura également un impact négatif sur la santé et le bien-être des animaux eux-mêmes. Avec une prise de conscience et une reconnaissance mondiale croissantes de la sensibilité intrinsèque des animaux, nous avons besoin de développer des systèmes d'élevage durables pour minimiser les impacts à la fois sur les animaux et l'environnement. L'élevage industriel - où les animaux sont gardés à l'intérieur et se nourrissent surtout de céréales et de soja (souvent importées) - ne présente pas un moyen équitable de partage des ressources limitées en termes de nourriture et de l'eau. La question de la consommation excessive de produits animaux, en particulier dans les pays du Nord, doit être traitée aux niveaux national et mondial, tel que recommandé par le Rapport du PNUE de 2010. Celui-ci précise que les impacts de l'agriculture devraient augmenter considérablement en raison de la croissance démographique et de la consommation croissante de produits d'origine animale. Contrairement aux combustibles fossiles, il est difficile de trouver actuellement des alternatives: les gens ont à manger. Une réduction substantielle de l'impact ne serait possible qu'avec un changement important de régimes alimentaires à travers le monde, avec bien sûr moins de produits d'origine animale.

9. Impacts de l'alimentation sur le climat et la nécessité d'une consommation « verte »

La grande majorité de nos consommations (aliments, vêtements, logement, agriculture, transports, technologie, vacances, etc.), dépendent d'une utilisation continue des carburants fossiles. L'augmentation des standards de la qualité de vie, la meilleure croissance économique et la hausse de la consommation continuent de représenter un idéal que tous cherchent à atteindre. Dans ce contexte, les défis du réchauffement climatique conscientisent peu à peu les politiciens et autres dirigeants de nos industries. Néanmoins, cette conscientisation demeure superficielle, et se limite souvent à trouver des alternatives aux émissions de gaz carbonique, qui ne sont en réalité qu'un symptôme, plutôt que la racine du problème. Pour traiter ce symptôme, les décideurs sont à la recherche de biocarburants pour remplacer les combustibles fossiles. Ils recherchent une solution technologique pour identifier de nouvelles sources d'énergie. Leur désir le plus profond est de maintenir la consommation à son niveau actuel, mais de se tourner vers de soi-disant « sources d'énergie durables ».

Les organisations mondiales et les gouvernements nationaux doivent prendre des décisions politiques radicales en ce qui concerne les orientations diététiques qu'ils proposent. La diminution du niveau de consommation de produits d'origine animale est l'une des principales stratégies pouvant bénéficier au climat, à l'environnement, à l'utilisation durable des ressources, à la santé humaine et au bien-être animal.

10. Le changement climatique, la conservation des écosystèmes et de la biodiversité

La biodiversité en général et l'agro-biodiversité en particulier sont à la base de la survie de l'humanité. Nous sommes dépendants des services écosystémiques rendus par la nature. Beaucoup de ces services sont cependant considérés comme des biens publics et ce faisant n'ont pas de prix de marché. En conséquence, leur perte n'est souvent pas détectée par nos systèmes économiques actuels. De nombreuses pressions comme la croissance de la population, l'urbanisation et le changement climatique causent des dommages additionnels à la conservation des écosystèmes et contribuent à accélérer leur dégradation et le déclin de la biodiversité. La conscience de la perte de la biodiversité et les conflits dans l'utilisation des services environnementaux soulignent le besoin d'une gestion rationnelle des ressources naturelles dans les zones sensibles qui prennent en compte à la fois les besoins environnementaux et les besoins humains.

Il est, désormais, essentiel d'attacher une attention particulière aux bénéfices sociaux et économiques de la biodiversité afin de souligner les risques liés au déclin de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes, ce qui implique de favoriser la recherche dans les domaines des sciences naturelles, économiques et politiques afin de promouvoir des actions politiques dans ce sens.

11. Une gestion proactive et coordonnée des politiques

Une réponse rapide, coordonnée et multidisciplinaire est nécessaire pour appréhender le changement climatique, la perte de la biodiversité et l'insécurité alimentaire. Cette réponse devrait être adaptée aux circonstances locales et intégrer les effets de la sécurité alimentaire sur les facteurs non-climatiques comme le prix de l'énergie, les prix alimentaires et la production d'énergies alternatives. Cette approche devra associer des stratégies d'adaptation qui visent à réduire la vulnérabilité des plus pauvres au changement climatique. L'équation de l'alimentation mondiale est en train d'être modifiée et implique des modifications non seulement dans les thématiques agricoles et énergétiques mais aussi en matière sociale, environnementale et sécuritaire. Le besoin de réponse implique de combiner des démarches scientifiques, institutionnelles et d'innovations politiques qui devraient être prises en compte dans les stratégies mondiales, régionales et nationales.

IV. PROCÉDURES DE SOUMISSION

Nous invitons particulièrement des contributions ayant relations avec les principaux thèmes du Congrès, tels qu'ils sont présentés ci-dessus, à partir d'une approche interdisciplinaire et une perspective Nord-Sud.

Intention de Communication

Quatre types de présentation sont prévus :

- Conférence principale (keynote speech)
- Longue présentation (env. 15 min)
- Courte présentation (env. 10 min)
- Poster
- Vidéo-conférence

Tous ces types de présentation requièrent une soumission en ligne d'un résumé (maximum 500 mots) avant le 15 décembre 2010 en utilisant le [Formulaire de Résumé en Ligne](#). Le résumé doit être synthétique et libre de toute citation. Il comportera le titre de la communication, nom(s) de l'auteur(s), affiliation(s), coordonnées, 5 mots-clés, et la(es) note(s) biographique(s) de l'auteur(s). Les auteurs sont également invités à indiquer le thème du Congrès le plus adapté avec leurs communications. Tous les résumés sont évalués de manière anonyme par le Comité Scientifique sur la base des critères suivants: pertinence de la proposition en fonction de la thématique du Congrès ; originalité et pertinence scientifique du sujet ; aspect multidisciplinaire de l'approche adoptée ; originalité ; créativité et clarté du contenu ; importance en terme d'input à la décision.

Poster

Les auteurs ont également la possibilité de participer au Congrès via un poster pour que les discussions puissent continuer autour du poster. Un modèle de poster (en format PPT) sera communiqué aux auteurs souhaitant opter pour ce choix.

Instructions à suivre :

- Choisissez le poster correspondant à votre thème fédérateur dans le programme provisoire qui vous sera communiqué ultérieurement.
- Essayez de respecter ce format autant que possible pour faciliter la lecture par les autres.
- Vous pouvez modifier les titres (Objectifs, Méthodes et Outils, Résultats), ceux-ci sont indicatifs.
- Vous n'avez pas besoin de mettre autant de texte, mais par contre, ne dépassez pas ces longueurs.
- Tous les participants auront accès à votre résumé et communication, veuillez à privilégier les éléments visuels (photos et graphiques).

De manière générale, veuillez mettre en avant l'originalité de votre expérience et ce qu'elle apporte à la réflexion sur la thématique du Congrès.

Vidéo-conférence

Sans participer physiquement au Congrès, et dans le but de réduire au minimum les coûts financier et écologique de la participation, et d'encourager davantage de chercheurs de prendre part au Congrès, le Comité organisateur accepte la participation sous forme de vidéoconférence. Plus de détails sur les critères techniques de ce type de participation seront affichés sur le site web du Congrès.

Papier définitif

Le papier retenu pour publication peut être à caractère empirique ou théorique, utile pour les processus décisionnels, et peut traiter les questions étudiées à partir d'un éventail de perspectives disciplinaires. L'évaluation anonyme se fera sur la base des critères tels que l'originalité, la technicité, la profondeur, l'exactitude, la pertinence du sujet en fonction des thèmes du Congrès, la lisibilité, etc. En outre, le papier ne doit pas être publié, présente des résultats des recherches avancées, remplit des lacunes dans les connaissances existantes, analyse un problème fondamental, une question d'actualité ou présente un modèle analytique solide.

Tous les papiers doivent être soumis conformément à ces instructions: max 15 pages, format A4 Word, une colonne, 12pt Times New Roman, interligne 1,5, largeur des marges (2 cm). Les papiers comprennent les éléments suivants: Titre de la communication (titre de l'article en 14pt gras), le nom complet(s) de l'auteur(s), coordonnées complètes de l'auteur(s), note(s) biographique(s) de l'auteur(s) (100 mots maximum), résumé (200 mots) (ce résumé sera également publié dans le manuel des résumés qui sera communiqué à tous les participants), 5 mots-clés.

Langues du Congrès

Les langues officielles du Congrès sont l'anglais et le français. Toutefois, d'autres langues peuvent être prévues en fonction du nombre des propositions soumises en relation avec la langue en question. Dans ce cas, les langues arabe et espagnole sont prioritaires. L'interprétation simultanée (en particulier entre français et anglais) sera éventuellement fournie aux participants durant le Congrès.

Actes du Congrès

Les papiers retenus après évaluation anonyme seront considérés pour publication dans une série d'ouvrages collectifs (édités par Presses Université Laval, Cambridge Scholars Publishing et Springer), et dans des revues scientifiques accréditées. Les participants recevront également lors de l'inscription au Congrès un manuel de résumés reproduisant tous les papiers soumis. Tout papier reçu au-delà du Congrès ne sera pas pris en considération pour publication.

Site web du Congrès

<http://nracs.webnode.com/scientific-events/iccaffe2011/french-version/>

Lieu du Congrès et autres activités

ICCAFFE2011 se tiendra à Agadir, considérée comme l'une des plus attrayantes aires touristiques du continent africain. La ville bénéficie d'un climat agréable et de vols internationaux reliant Agadir à de nombreux aéroports internationaux. Plus précisément, ICCAFFE2011 se tiendra à l'Hôtel Palais des Roses (<http://www.palaisdesroses.com/index.swf>), considéré comme l'un des meilleurs hôtels à Agadir, où toute la logistique nécessaires pour la tenue de ce genre d'événement est disponible. En outre, le lieu du Congrès est facilement accessible et permettra aussi à tous les participants d'accéder à tous les sites de la ville sans coûts supplémentaires de transport.

Le Congrès comptera des séances plénières qui réuniront tous les participants, des interventions principales (keynote speakers) et des séances parallèles. Une Journée d'interaction Recherche-Politique est aussi prévue. Se tiendra aussi une session de poster qui sera organisée avec des présentations interactives. De plus, un certain nombre d'activités accompagnant le Congrès seront organisés, telles que des expositions ou des séances de présentation d'ouvrages.

Calendrier du Congrès

15 avril 2010	Lancement de la première version de l'appel à communications
15 octobre 2010	Lancement de la dernière version de l'appel à communications

15 décembre 2010	Dernier délai pour l'envoi des intentions de communication
Fin décembre 2010	Notification des avis du Comité scientifique aux auteurs
1 décembre 2010	Ouverture de l'inscription anticipée
15 Février 2011	Envoi des lettres d'invitation et du programme provisoire aux participants
15 mars 2011	Dernier délai de l'inscription anticipée
1 mai 2011	Dernier délai pour l'envoi des papiers définitifs qui seront considérés pour publication dans des ouvrages collectifs ou des revues scientifiques spécialisées
5 mai 2011	Dernier délai pour l'envoi des vidéoconférences & des présentations PowerPoint
19-21 mai 2011	Dates du Congrès
22 mai 2011	Visites

Inscription

Tous les participants doivent être préalablement inscrits et la présence d'au moins un des auteurs est requise par communication. Les droits d'inscription au Congrès dépendent de l'origine et de la qualité des délégués ainsi que du package choisi. Les inscriptions anticipées seront ouvertes du 1^{er} décembre 2010 au 15 mars 2011. Différents tarifs seront applicables selon les dates d'inscription :

- Entre le 1^{er} décembre 2010 et le 15 mars 2011: Tarifs normaux
- Entre le 16 mars et le 18 mai 2011 : + 25%.
- Inscription sur le site : +50%

L'inscription inclut:

- L'accès aux différentes sessions du Congrès + Documentation du Congrès
- 3 déjeuners et 6 pauses-café durant le Congrès
- Un dîner durant l'un des 3 jours du Congrès
- Publication une fois le papier définitif est accepté par le comité scientifique
- Des frais additionnels pourront être requis pour les activités optionnelles (Visites...).

Catégories d'inscription

Type of Package	Inscription simple	Accommodations				Conference Materials			
	Inclue	Hôtel (4 nuitées avec petit déjeuners)	Transport Interne *	3 déjeuners et 6 pauses-café (sur le lieu du Congrès)	1 Dîner	Documents	Accès à toutes les activités	Publication	Visites
Package 1	√	√	Sur le site	√	√	√	√	√	-
Package 2	√	√	√	√	√	√	√	√	-
Package 3	√	√	√	√	√	√	√	√	-
Inscription simple	√	-	-	√	√	√	√	√	-

* Du lieu du Congrès aux hôtels et l'inverse.

Frais d'inscription sans accommodations

	Inscription simple	Vidéo-conférence
Délégués des pays développés	350 euros	250 euros
Délégués des pays en développement	280 euros	200 euros
Doctorants	200 euros	150 euros

Frais d'inscription par package

	Package 1	Package 2	Package 3
Délégués des pays développés	800 euros	650 euros	550 euros
Délégués des pays en développement	750 euros	550 euros	500 euros
Doctorants	650 euros	500 euros	400 euros

NB. Chaque participant a le choix entre l'inscription simple sans accommodations (hôtel, transport interne, etc.) ou l'inscription par package qui couvre les frais d'inscription simple ainsi que les accommodations. Par exemple, lorsqu'un participant originaire d'un pays en développement choisit le package 2 (650 euros), cette somme couvre déjà les frais d'inscription simple (280 euros) ainsi que la chambre d'hôtel pendant 4 nuitées avec petit déjeuner et le transport interne. Juste pour information les nouveaux tarifs des packages sont inférieurs à ceux déjà annoncés dans la première version de l'appel à communications suite à des négociations avec les hôtels choisis pour le lieu du Congrès et d'hébergement.

V. EXPOSITION ET AUTRES ACTIVITÉS

Exposition

Une exposition sera éventuellement organisée durant les jours du Congrès. Pour exposer, les inscriptions seront ouvertes dans quelques semaines (l'espace est limité). Plus d'informations au sujet de l'exposition, de sa tenue et des tarifs seront mises en ligne sur le site du Congrès dans un avenir proche.

Profils des exposants : entreprises dans les secteurs de l'alimentation, l'agriculture et la pêche, coopératives, ONG, maisons d'édition, institutions académiques, médias, organismes intergouvernementaux, agences gouvernementales, organismes de recherche et de développement, observatoires, agences de notation, cabinets d'audit et de conseil, etc.

Visites et excursions

Le programme sera mis ultérieurement sur le site web du Congrès.

Contact:

Mohamed Behnassi

Président de ICCAFFE2011
Directeur du NRCS
Tél. (+212) 668 466 447
e-mail : Behnassi@gmail.com

Mohamed Boussaid

Expert à la GIZ, Maroc
Tél. +212537674162 | Tél. +212661296372
e-mail : mohamed.boussaid@gtz.de

Julia Olivier

Expert à la GIZ
Tél: +212 537681700 | +212 537674162
Fax: +212 537670072
Mobile: +212 661776034
e-mail : julia.olivier@gtz.de

Marie Bonnin

Chercheur, IRD-UMR 195 LEMAR
Centre IRD de Bretagne, France
Tél.+33 6 61 93 37 64
e-mail : marie.bonnin@ird.fr